



Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

S/17040
19 mars 1985
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

NOTE VERBALE DATEE DU 15 MARS 1985, ADRESSEE AU SECRETAIRE GENERAL
PAR LE REPRESENTANT PERMANENT DE L'INDE AUPRES DE L'ORGANISATION
DES NATIONS UNIES

Le Représentant permanent de l'Inde auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Secrétaire général de l'Organisation et, se référant à la note du 21 décembre 1984 que celui-ci lui a adressée sous la référence SCPC-2-2-4 (84), a l'honneur de préciser ce qui suit :

Le Gouvernement indien a systématiquement appuyé la majorité opprimée d'Afrique du Sud dans sa lutte contre le régime oppressif d'apartheid. Depuis le début, l'Inde s'est résolument élevée contre toutes les formes de racisme, de discrimination raciale et d'apartheid pratiquées par le régime raciste d'Afrique du Sud. C'est d'ailleurs elle qui a pris l'initiative, en 1946, de faire inscrire la question du racisme en Afrique du Sud à l'ordre du jour de l'Organisation des Nations Unies.

Après l'accession à l'indépendance en 1947, l'Inde a unilatéralement coupé tout lien - diplomatique, économique, commercial, culturel et sportif - avec le régime de Pretoria. Le boycottage du régime sud-africain par l'Inde est total dans tous les domaines. Dans ces conditions, les questions de l'importation d'armes ou autres articles en provenance d'Afrique du Sud ne se posent même pas. En qualité de membre du Conseil de sécurité, l'Inde a voté pour l'adoption des résolutions 418 (1977) et 558 (1984). Le Gouvernement indien a toujours appliqué avec fermeté toutes les résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité relatives à la politique d'apartheid du Gouvernement sud-africain. Parallèlement, le Gouvernement indien s'est attaché à montrer qu'il fallait imposer des sanctions économiques globales et obligatoires contre le régime sud-africain afin d'éliminer totalement ce fléau qu'est l'apartheid.

Le Représentant permanent de l'Inde auprès de l'Organisation des Nations Unies serait très obligé au Secrétaire général de l'Organisation de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente note comme document du Conseil de sécurité.

